

Enseignement supérieur/Grève du Snec Vers une sortie de crise ?

Y.F.I
Libreville/Gabon

Après moult reports pour des contraintes de calendrier, le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et du Transfert de technologies, Jean de Dieu Moukagni Iwangou, a finalement rencontré hier le Syndicat national des enseignants-chercheurs (Snec). Sans langue de bois, les deux parties ont discuté des points d'achoppement à l'origine de l'actuel mouvement d'humeur paralysant le milieu universitaire.

L'UEUR d'espoir. Un sentiment qui transpire à l'issue des échanges d'hier. De "la discussion jaillit la lumière". En atteste cette séance de travail entre le Syndicat national des enseignants-chercheurs (Snec) et leur autorité de tutelle, Jean de Dieu Moukagni Iwangou. Laquelle séance a permis d'une part d'aplanir les divergences et incompréhensions et de



Le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et du Transfert de technologies, Jean de Dieu Moukagni Iwangou, échangeant hier avec les membres du Snec.

l'autre de rappeler à chacun les droits et obligations d'une grève. "Il est bon que nous puissions asseoir dans l'inconscient collectif l'idée que l'entrée en grève ne rompt pas les rapports entre l'administration et les grévistes.

Bien au contraire, c'est une période d'échanges, et de recherche de solutions. De ce point de vue, on peut se féliciter de la tenue de cette rencontre", a déclaré Jean de Dieu Moukagni Iwangou. Avant d'ajouter : "Nous avons

eu d'abord à conforter nos interlocuteurs sur le fait que la grève est un droit, constitutionnellement encadré et que de ce fait nous sommes les premiers à le respecter à leur égard. De la même manière, nous avons tenu à leur passer le mes-

sage de ce que la grève confère aussi un certain nombre d'obligations". Manière courtoise de signifier aux enseignants en colère l'obligation de respecter le service minimum, en pareille circonstance. S'agissant des solutions à apporter aux revendications du Snec, le membre du gouvernement a annoncé une rencontre entre le Premier ministre et le Snec mercredi prochain. Une petite avancée vers la sortie de crise. À en croire Nathalie Sima Eyi, vice-présidente du Snec : "Nous sortons de cette rencontre avec l'assurance, mercredi, d'une réunion avec le Premier ministre et les ministères phares tels la Fonction publique, l'Économie et les Finances". À propos de l'observation du service minimum, cette dernière a laissé entendre que la décision reviendra à la base, lors de l'assemblée générale qui se déroulera lundi matin.

Ici et Ailleurs

• Ebola en RDC
Plus de 1.600 décès, une nouvelle zone touchée



La barre des 1 600 décès dus à l'épidémie d'Ebola a été franchie, jeudi, en République démocratique du Congo (RDC), où le virus a fait une victime dans une nouvelle zone, frontalière avec l'Ouganda et le Soudan du sud, a indiqué hier le ministère de la Santé. "Depuis le début de l'épidémie, le cumul des cas est de 2 382, dont 2 288 confirmés et 94 probables. Au total, il y a eu 1 606 décès (1 512 confirmés et 94 probables) et 666 personnes guéries", a annoncé le ministère de la Santé dans son bulletin quotidien daté de jeudi. "Un cas a été signalé à Ariwara, dans l'Ituri, depuis lundi. La personne est même décédée", a déclaré à l'AFP une porte-parole du ministère congolais de la Santé.

• Médecine
L'appel à la suppression des enseignements de l'homéopathie

Le Collège national qui représente les médecins généralistes enseignant à l'université ont demandé, hier, que l'homéopathie ne soit plus apprise en faculté de médecine et de pharmacie en France. Cette prise de position intervient une semaine après un avis de la Haute autorité de santé (HAS) prônant le déremboursement de l'homéopathie, faute de preuve scientifique de son efficacité. La décision finale doit désormais être prise par le gouvernement français, qui n'est pas tenu de suivre l'avis.

• Éducation
Une réforme pour réduire le stress dans ses écoles

Singapour, champion des classements mondiaux sur l'éducation, s'est lancé dans une réforme pour essayer de réduire le stress dans ses écoles. Car, la note est salée pour les enfants, victimes d'anxiété parfois dès l'école primaire. "Nous devons équilibrer la joie de l'apprentissage et la rigueur de l'éducation", a déclaré le ministre de l'Éducation Ong Ye en annonçant récemment au Parlement des changements. Objectif : supprimer certains examens et modifier un cursus scolaire considéré comme trop rigide.

Rassemblés par SNN

Sports/Social

Les assurances de Franck Nguema



Après un moment d'échanges rassurants...



... le ministre des Sports Franck Nguema et les agents de l'ancienne CNOGEMCNI, hier,

CNB
Libreville/Gabon

LE collectif de 40 agents de la Commission nationale d'organisation, de gestion des événements et manifestations à caractère national et international (CNOGEMCNI) privées de leurs salaires depuis 7 mois, ont investi les locaux du ministère des Sports, sis à Oloumi, hier, pour faire savoir, dans un élan pacifique, au nouveau patron du département des Sports, Franck

Nguema leur situation. "Nous sommes ici pour tenir informé le ministre de la situation dans laquelle nous nous retrouvons, c'est-à-dire 7 mois de salaires impayés et de la procédure de liquidation de nos droits légaux car, tous ici, nous sommes en CDI, suite à la suppression de la CNOGEMCNI et plusieurs autres agences en mi-octobre 2018", a laissé entendre Sorel Saint-Étienne Abesselo, secrétaire général du Collectif. Informé de la présence d'une dizaine des membres de ce col-

lectif, dans l'enceinte du ministère, le membre du gouvernement s'est fait le devoir de les rencontrer. Face à ses interlocuteurs, Franck Nguema a tenu à rassurer les uns et les autres, sur la volonté du gouvernement à régulariser leur situation dans les brefs délais. "Dès que j'ai pris mes fonctions, je me suis saisi de votre dossier, j'ai instruit mon directeur de cabinet à collecter toutes les informations y relatives à nouveau, afin qu'on puisse les

transmettre rapidement au secrétariat général du gouvernement pour que la Commission interministérielle qui a été mise en place, depuis le 29 mars 2019, puisse effectuer le calcul tout compte. Ce sont les instructions que j'ai reçues du Premier ministre qui s'est engagé à faire en sorte que vous puissiez rentrer dans vos droits le plus rapidement possible", a rassuré le ministre en charge des Sports. Tout en saluant la promptitude avec la-

quelle le nouveau ministre des Sports a réagi suite à leur présence dans l'enceinte du ministère, les membres du Collectif par la voix de leur secrétaire général ont, dans la foulée, fustigé le mutisme dont a fait montre l'équipe du ministre sortant des Sports. "Nous profitons de l'occasion pour dénoncer le comportement de l'équipe du ministre sortant. Si les choses ont traîné jusqu'à présent c'est de leur faute", estime le porte-parole du Collectif.